



La démocratie en France et en Europe

Etude d'opinion réalisée par Viavoice
pour le Prix de la Démocratie et la Revue Civique

Sous embargo jusqu'au 15 novembre 2018



Sommaire et modalités de réalisation

3. Synthèse des enseignements
5. La démocratie en France
6. La démocratie au sein de l'Union européenne
7. La démocratie en Europe
8. La France, un modèle démocratique ?
9. Les atouts de la démocratie française

Étude d'opinion réalisée par Viavoice pour le Prix de la Démocratie et la Revue Civique.

Interviews effectuées en ligne, du 13 au 14 septembre 2018, auprès d'un échantillon de 1010 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Représentativité par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération.

Synthèse des enseignements

Aux sources du malaise démocratique

- **Le « sentiment démocratique » en retrait depuis janvier**

Avec à peine un tiers de l'opinion publique (34 %) considérant que la démocratie « fonctionne bien » en France, le sentiment démocratique des Français revient à son niveau de septembre 2016, après un sursaut en janvier 2018 (à 54 %).

Un recul particulièrement important donc – 20 points de baisse en quelques mois seulement – pouvant s'expliquer de différentes manières.

La première explication, conjoncturelle, est liée au calendrier électoral : après une succession d'élections entre la fin d'année 2016 et le printemps 2017 – depuis les différentes primaires jusqu'aux élections législatives – les Français n'ont pas eu, depuis, de nouvelles occasions d'exprimer leur attentes et leurs choix pour l'avenir du pays. Une réalité qui a son importance, puisqu'elle peut être une source de frustration dans l'opinion publique.

La seconde explication est liée la pratique du pouvoir, au plus haut niveau de l'État. Après avoir incarné le renouveau des pratiques et des postures politiques, Emmanuel Macron et sa majorité sont aujourd'hui mis en cause à leur tour : reproches de ne pas être assez à l'écoute de certaines catégories de Français (pauvres, ruraux, retraités...), critiques sur un pouvoir souvent perçu comme « trop vertical », report cet été des réformes institutionnelles devant précisément « régénérer » la démocratie...

Ces déceptions existent ; et elles ont leur importance. Pourtant, s'il est tentant – en particulier en France – de lire l'évolution du sentiment démocratique uniquement à la lumière du niveau de popularité du Président, il n'est pas la seule cause de ce recul, de même qu'il n'était pas le seul responsable de l'amélioration du sentiment démocratique entre fin 2016 et début 2018.

- **Le « big bang » politique de 2017 n'a pas toujours eu les effets escomptés**

Ainsi, l'année 2017 avait connu trois « ruptures » saluées à l'époque par une large majorité de Français, au-delà de leur appartenance politique :

- Un renouvellement sans précédent des élus, qui était le fait de la majorité actuelle mais également de l'opposition (notamment avec le non-cumul des mandats),
- La recomposition du paysage politique, avec notamment la remise en cause du clivage gauche-droite et développement de nouveaux clivages, qui là encore étaient portés par d'autres forces politiques que la seule majorité LREM-Modem (LFI, FN...),
- Enfin, le recul sans précédent des partis qui avaient gouverné la France depuis 1958, c'est-à-dire la droite républicaine et le Parti socialiste.

Or, les effets de ce « big bang », que les Français avaient eux-mêmes souhaités et provoqués par leurs votes successifs marqués par un certain « dédagisme » (primaires, puis présidentielle, puis législatives) apparaissent aujourd'hui décevants pour nombre d'entre eux.

Synthèse des enseignements

Ainsi l'effacement du clivage gauche-droite et des partis dits « de gouvernement » a laissé place à un paysage politique morcelé, avec des oppositions multiples, peu audibles et parfois poussées à la surenchère : une situation qui peut être regrettée tout autant par les sympathisants de la majorité que par les sympathisants du RN, de LFI, du PS ou encore de LR.

Le renouvellement des élus n'a ni effacé subitement les « affaires », ni donné à voir au quotidien des pratiques politiques radicalement différentes de celles de l'« ancien monde », quelle que soit d'ailleurs l'orientation politique des nouveaux élus.

Enfin, le nouveau pragmatisme consistant à faire travailler ensemble personnalités de gauche, de droite et de la société civile n'a pas encore produit les résultats escomptés (une meilleure efficacité de l'action publique) : au contraire, la conjoncture économique ralentit, l'action pour l'environnement a été jugée trop timide par celui-là même qui en avait la charge (Nicolas Hulot), et les réformes institutionnelles sont actuellement en pause, pour ne pas dire en panne.

Dans ce contexte, difficile de vanter l'efficacité du « nouveau monde » ou d'affirmer que le renouvellement sans précédent de 2017 a totalement changé la donne sur le plan démocratique, comme beaucoup de Français l'espéraient encore en ce début d'année 2018.

• Une « crise démocratique » européenne avant d'être française ?

Enfin, ce « recul démocratique » en France doit être mesuré à l'aune d'une « crise de la démocratie » qui dépasse très largement nos frontières nationales.

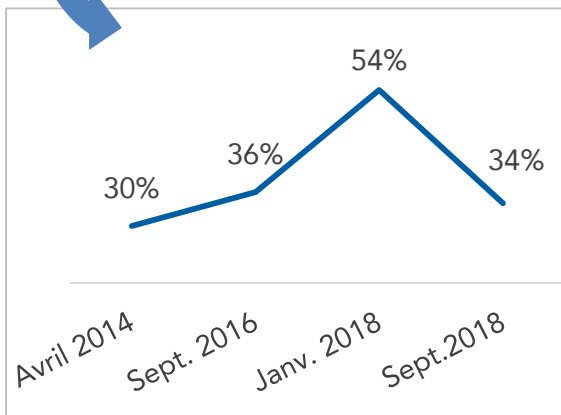
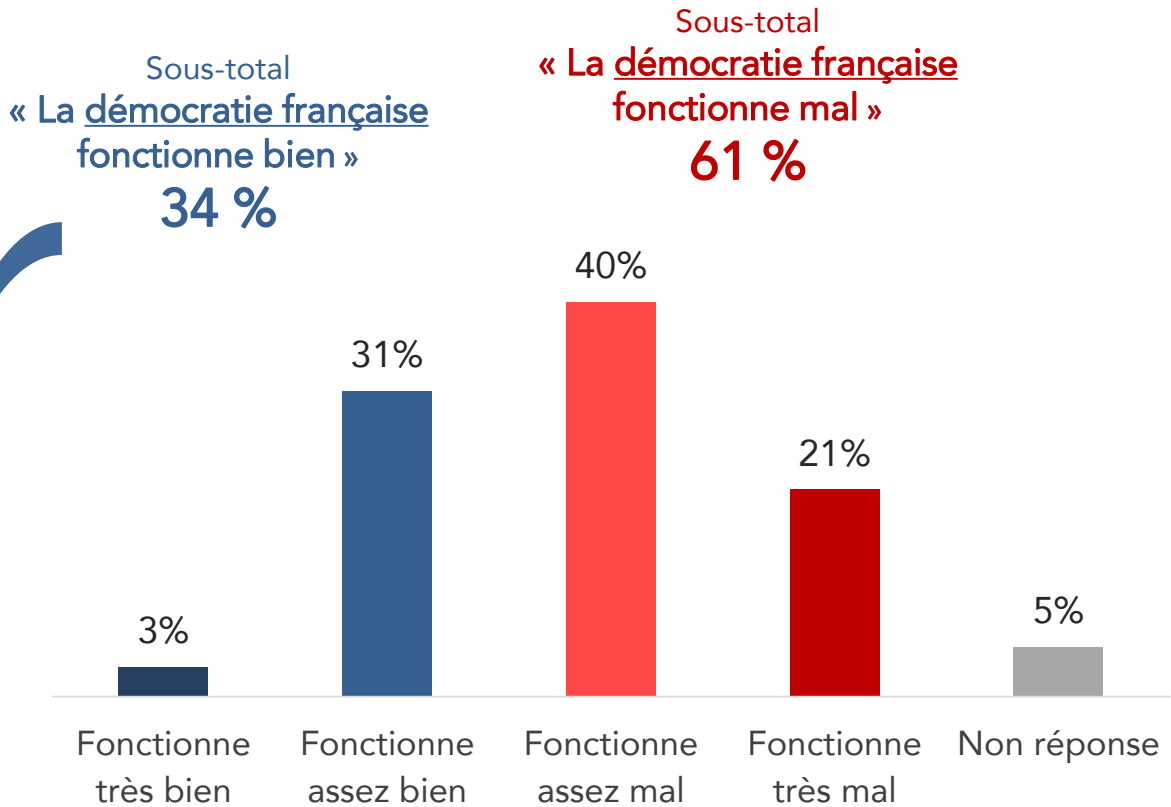
On peut souligner le parallélisme existant entre le jugement sur la démocratie en France d'une part, et en Europe d'autre part : si seuls un tiers des Français (34 %) pensent que la démocratie fonctionne bien dans leur pays, ils ne sont également qu'un tiers (33 %) à considérer que la démocratie fonctionne bien « au sein de l'UE et de ses institutions » ou encore un tiers (33 %) à trouver que la démocratie fonctionne bien « dans les différents pays européens ». Là encore, les causes – largement commentées et analysées ces dernières années – sont multiples : crise économique et hausse des inégalités, tentations protectionnistes face à la mondialisation, crise des identités nationales, régionales ou religieuses... Autant d'arguments qui ont favorisé ces dernières années le retour des autoritarismes à l'échelle de notre continent (et au-delà).

Difficile de promouvoir, dans ce contexte particulièrement anxiogène, une démocratie régénérée et conquérante, que ce soit à l'échelle de la France ou de l'Europe. Sauf, peut-être, à souligner certains paradoxes de notre époque : ainsi l'opposition entre « libéraux » et « illibéraux », ou entre « progressistes » et « populistes », pour simplificatrice qu'elle soit à bien des égards, a au moins le mérite de générer un débat transnational sur les valeurs et l'avenir de l'Union, au Parlement européen mais aussi au-delà. Un débat démocratique à l'échelle de l'Europe qui a longtemps manqué lors des précédentes élections européennes, jusqu'alors essentiellement centrées sur les thématiques nationales, et alimentant en retour le sentiment d'institutions européennes peu démocratiques, lointaines, ou technocratiques.

Une nouvelle donne qui pourrait paradoxalement renforcer la démocratie européenne lors du prochain scrutin, de la même manière que la crise démocratique mesurée en France en 2016 avait provoqué en 2017 une « révolte par les urnes » dont on peine encore à mesurer toutes les répliques.

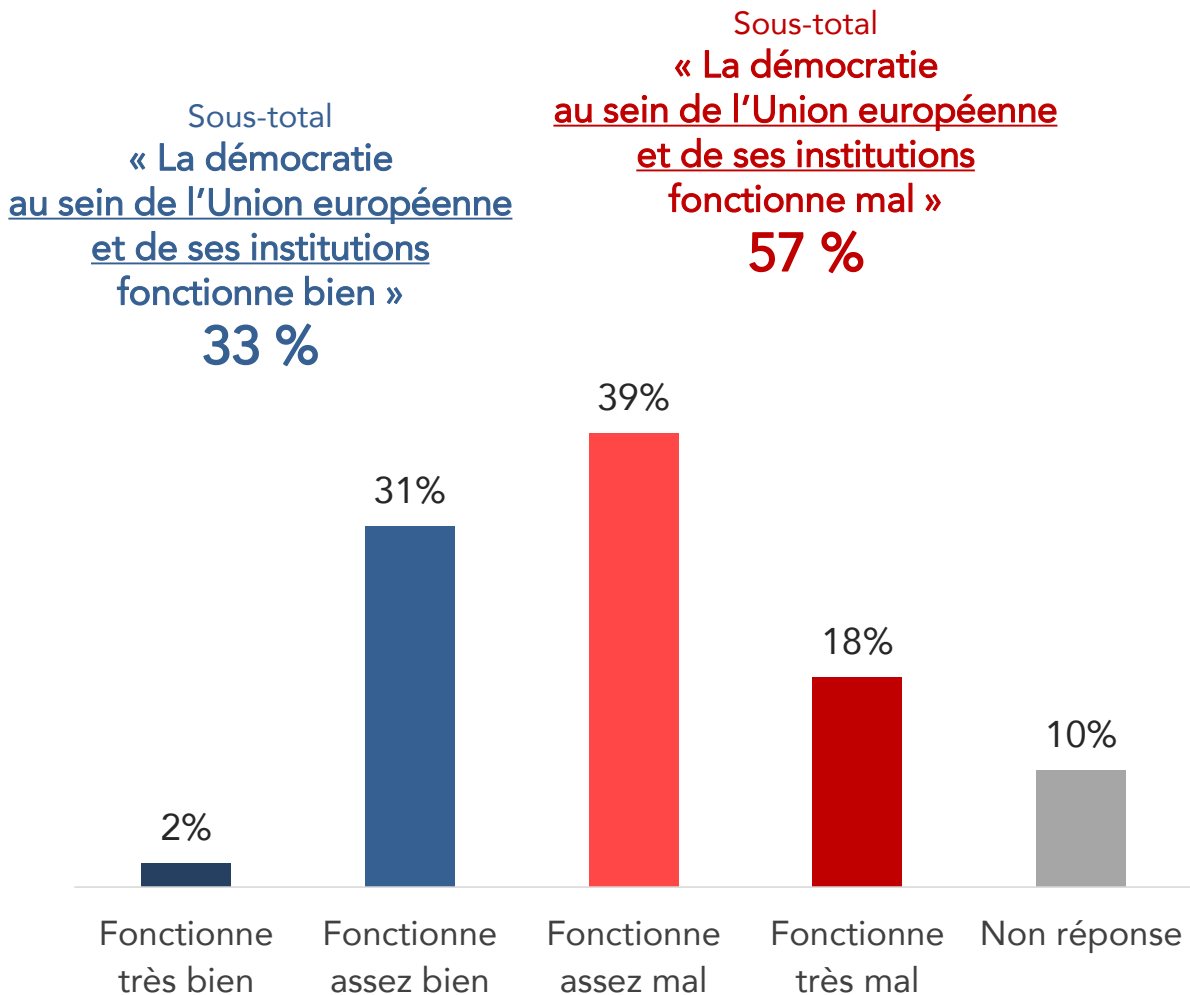
La démocratie en France

Actuellement en France, diriez-vous que la démocratie... ?



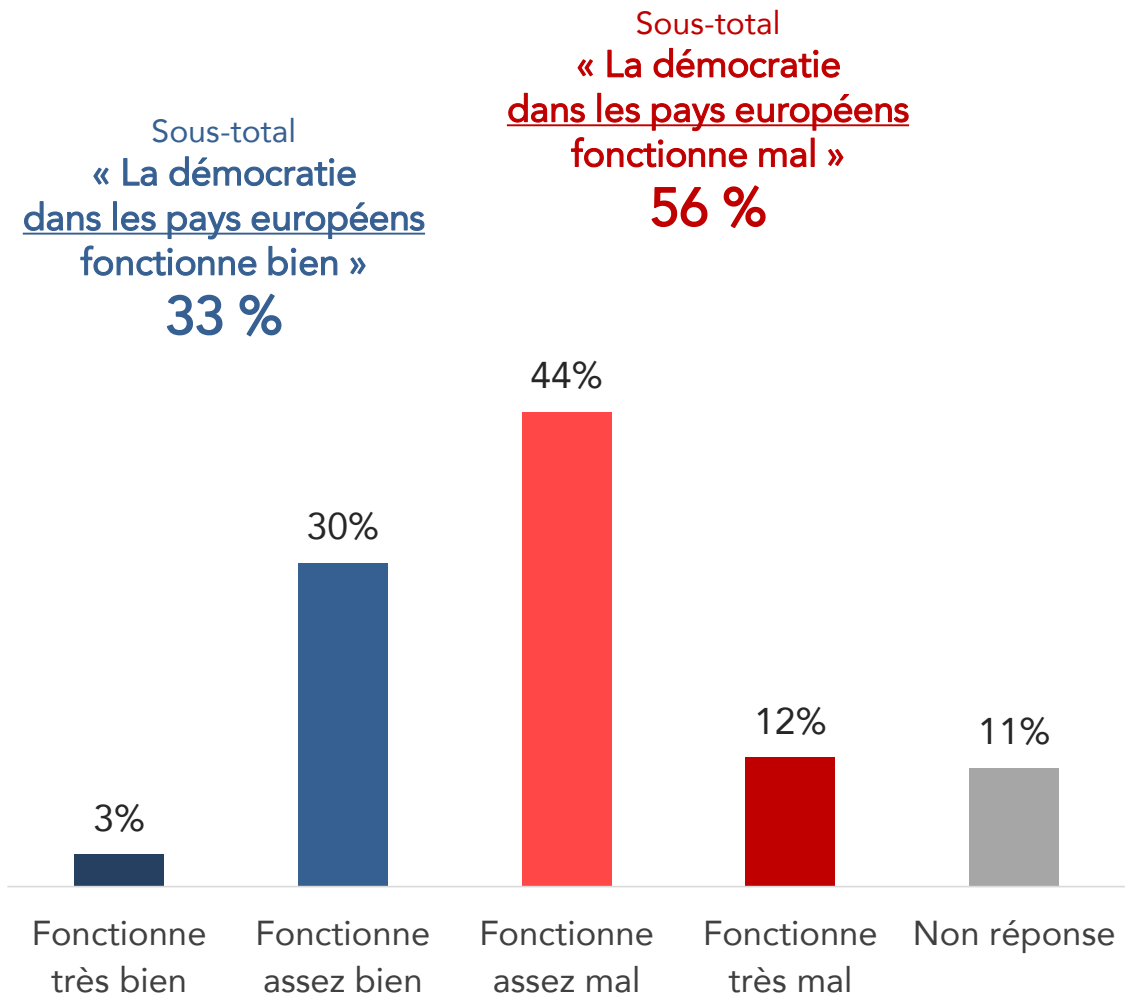
La démocratie au sein de l'Union européenne

Actuellement en France, diriez-vous que la démocratie au sein de l'Union européenne et de ses institutions... ?



La démocratie en Europe

Actuellement en France, diriez-vous que la démocratie dans les différents pays européens, de manière générale... ?

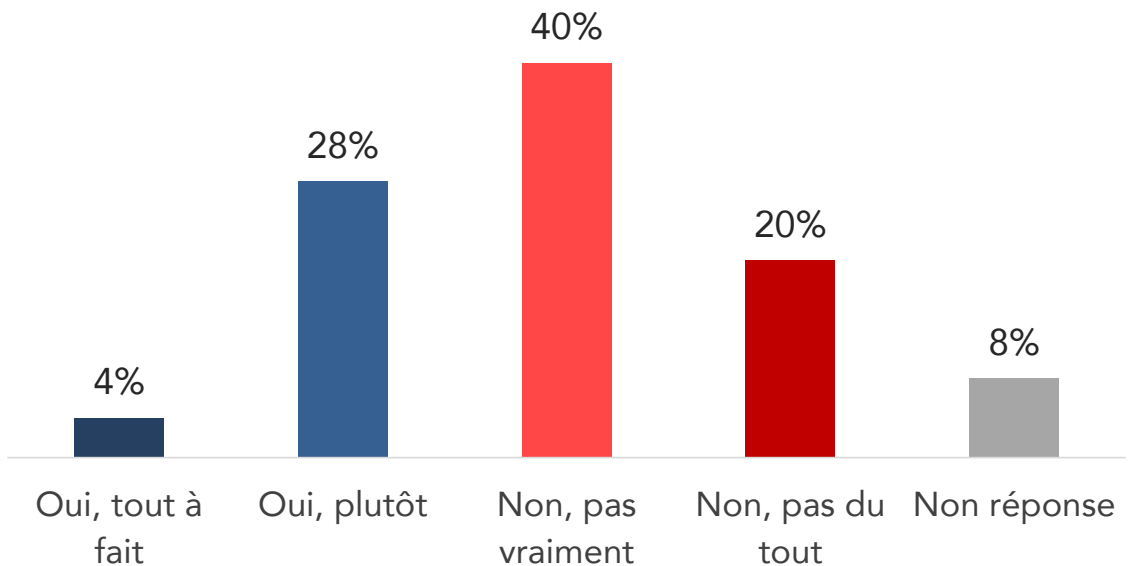


La France, un modèle démocratique ?

Avez-vous le sentiment que la démocratie française est un exemple à suivre pour les autres pays européens ?

Sous-total
« Oui » **32 %**

Sous-total
« Non » **60 %**



Les atouts de la démocratie française

Si "Oui" à la question précédente :

Quels sont tous les aspects de la démocratie française qui constituent selon vous un exemple à suivre pour d'autres pays ? *

60 %

Le respect des fondamentaux démocratiques : élections au suffrage universel, libertés publiques, droits de l'Homme, séparation des pouvoirs...

« Liberté des médias », « Liberté d'expression », « Droit de vote »
« La possibilité pour le citoyen de s'exprimer par les urnes et le droit de grève »
« Protection des libertés », « Droit de manifester », « Elections libres »

18 %

Le modèle social : santé, éducation, aide sociale, solidarité...

« Les lois sociales », « L'aide aux plus démunis », « Sécurité sociale »
« L'accès à l'éducation et la santé pour tous », « L'égalité des chances »
« Le régime des retraites solidaire », « L'assurance chômage »

18 %

Le régime politique (V^e République), les institutions, les modes de scrutin

« La constitution avec le Président, son gouvernement et les deux assemblées »
« Le fait d'avoir une élection présidentielle au suffrage universel direct »
« Les référendums », « Les commissions d'enquête », « Non-cumul des mandats »

10 %

La vitalité du débat démocratique, les oppositions et contre-pouvoirs

« La qualité des débats et le niveau des candidats lors des scrutins. »
« L'importance des corps intermédiaires (syndicats, associations) »

5 %

Le vivre-ensemble, la laïcité, la tradition d'accueil

« L'ouverture, la bienveillance », « Le droit d'asile », « La vie sociale »
« La reconnaissance de la laïcité », « Le respect de la religion de chacun »

5 %

Un système qui fonctionne, qui a des résultats, un pays bien gouverné

« Le bon fonctionnement des différents services de police, justice, etc. »
« La prise de décision », « La transparence », « Les réformes »

« La réalité ne pardonne pas qu'on la méprise. » Joris-Karl Huysmans



Études Conseil Stratégie
pour l'avenir des entreprises et des institutions
Paris - Londres - Casablanca



Les récentes études d'opinion Viavoice réalisées pour
HEC, Libération, Le Figaro, Les Échos, L'Express, France 2, RTL et France Inter
sont consultables sur www.institut-viavoice.com
9, rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90. Viavoice est une SAS indépendante.